



## Déclaration au CDEN du 20 mars 2017

Ce CDEN se tient dans une situation particulière à la veille d'élections présidentielles dont le résultat aura des conséquences quant à l'avenir de l'Education Nationale. De nombreux discours nous annoncent une nouvelle cure d'austérité alors que notre pays est un de ceux de l'OCDE qui investissent le moins dans l'école maternelle et élémentaire. Un des résultats en est que le niveau de l'échec scolaire lié à l'origine sociale est une caractéristique de notre école. Notre école mérite mieux que des comptes d'apothicaire. La réussite scolaire de tous les enfants est une nécessité pour l'avenir de notre pays. Pour le SNUipp-FSU, c'est bien d'un projet constant et d'un investissement conséquent, inscrit dans la durée, dont l'école a besoin.

Malheureusement, un constat s'impose aujourd'hui : les suppressions massives de postes des années Sarkozy n'ont pas été suffisamment compensées.

Le SNUipp-FSU a pour revendications en matière de carte scolaire d'avoir 25 élèves maximum par classe, 20 pour les écoles en éducation prioritaire et pour les classes multi niveaux, 15 en classe de TPS, la reconnaissance de la spécificité de l'école rurale, une véritable formation continue exigeant un nombre de remplaçants à la hauteur de cette ambition, des RASED ayant les moyens de répondre aux besoins des enfants, la généralisation du PDMQC pour favoriser le travail en équipe, une politique d'éducation prioritaire qui s'applique à toutes les écoles qui en ont besoin.

Après les opérations de carte scolaire, du CTSD du 9 mars dernier, voilà très concrètement ce qu'il en est de notre département : 80 écoles ont des moyennes de plus de 25 élèves auxquelles il faut rajouter 12 écoles en REP+ qui ont des moyennes comprises entre 22 et 25 élèves.

Plus précisément, sur la base des informations fournies par l'administration :

- ➔ en maternelle, 6 écoles ont des moyennes de 29 élèves et plus (31 à CHATEAUGAY Les Cèdres, 30,20 à BEAUMONT Jean Zay , 29,50 à CLERMONT-FERRAND Jules Ferry, 29,50 à AYDAT)
- ➔ en élémentaire, 9 écoles avec une moyenne de 27 élèves et plus (SAINT-GENES-CHAMPANELLE, CLERMONT-FERRAND Paul Bert, La ROCHE BLANCHE Jules Ferry, Le CREST La Croix Saint-Verny, CHAMALIERES Montjoly, CEBAZAT Pierre et Marie Curie, MARSAT, Le MONT-DORE, BEAUREGARD-L'EVEQUE)
- ➔ en ce qui concerne les RPI et les RPC, 6 d'entre eux ont des écoles avec des moyennes de 27,5 à 32 élèves.

De plus, des écoles contestent les mesures de fermeture définitive ou conditionnelle comme à THIERS primaire Turelet, à ROCHEFORT-MONTAGNE, à AMBERT Henri Pourrat élémentaire ou encore PLAUZAT Primaire. Enfin d'autres écoles ont demandé une ouverture qu'elles n'obtiennent pas comme à BOURG-LASTIC, à SAINT-JEAN-d'HEURS ou encore à VERNINES.

Les conséquences de cette situation sont entre autres pour certaines écoles maternelles et primaires l'impossibilité d'accueillir les moins de trois ans, pour d'autres l'impossibilité de mettre en place des organisations pédagogiques cohérentes.

A côté des problèmes rencontrés par les écoles, restent poser d'autres questions.

Celle des RASED en souffrance qui n'arrivent pas à remplir pleinement leur mission. Les enseignants spécialisés se voient obligés de faire des choix et de prioriser certains niveaux : des élèves de cycle 3 ne

peuvent être suivis et accompagnés, ainsi que les enfants de moyenne section par exemple dans certaines circonscriptions.

Celle de la formation continue dont l'ambition est limitée par un manque de postes de remplaçants.

Celle du remplacement insuffisant également pour assurer partout et tout le temps la continuité du service public

Celle de l'ASH. Dans ce secteur, la création de postes, comme par exemple en pédopsychiatrie, est indispensable pour que tous les enfants puissent bénéficier d'une scolarisation adaptée à leur situation.

Celle du dispositif PDMQC qui ne s'adresse faute de moyens qu'aux écoles en éducation prioritaire alors que bon nombre d'écoles hors EP mériteraient d'en bénéficier.

Celle de la scolarisation des moins de trois ans qui, hors éducation prioritaire, ne décolle pas vraiment.

Enfin, celle du travail d'inclusion scolaire des élèves d'ULIS mené par les équipes enseignantes pas suffisamment pris en compte dans l'étude des situations des écoles concernées.

**A l'énoncé de ce constat, une évidence saute aux yeux : la dotation ministérielle de 10 postes pour la rentrée 2017 et malgré les 4 postes supplémentaires obtenus au nom de la convention rurale ne peut pas répondre aux problèmes posés.**

Le SNUipp-FSU apprécie positivement la mise en place d'un groupe de travail préparatoire au CTSD qui permet une plus grande transparence dans les opérations de carte scolaire.

Le SNUipp-FSU apprécie aussi l'action de l'Inspection d'Académie qui, dans le cadre contraint imposé par le ministère, essaye d'utiliser au mieux les 14 moyens attribués d'une part pour amorcer le développement de la scolarisation des moins de trois ans, d'autre part pour assurer la généralisation des PDMQC dans toutes les écoles relevant de l'éducation prioritaire du département et enfin, dans sa volonté de prise en compte des difficultés rencontrées par les écoles rurales, de ne pas fermer de classe dans les RPI.

Sur ce point, reste cependant posée la question des écoles rurales hors RPI qui rencontrent pour certaines les mêmes problématiques mais subissent des fermetures. Ce n'est pas acceptable.

Vous le conviendrez avec nous, avec cette dotation, il n'est pas possible de répondre au manque de remplaçants, aux besoins de l'ASH, des RASED et surtout les moyennes d'élèves par classe dans nos écoles ne vont pas fondamentalement diminuer.

Lors du CTSD du 9 mars, le SNUipp-FSU, SUD et FO ont du voter contre les propositions faites par l'administration qui avec une dotation ministérielle de 14 postes ne peut pas répondre aux besoins des écoles du Puy-De-Dôme.

Par ailleurs, nous déplorons que ne puisse pas se tenir un CTSD d'ajustement en juin sachant que les prévisions de décembre 2016 auront forcément évolué en fin d'année scolaire.

Pour le SNUipp-FSU, il est grand temps de sortir d'une logique comptable.

Dans le contexte de crise économique et social actuel, il est plus que jamais urgent de consacrer les moyens nécessaires à la réussite de tous les élèves.

Les élus FSU au CTSD,

Philippe BOULARD, Didier LIENNART,  
Joëlle MASSON, Lisa DUCROS